

**Zeitschrift:** Revue Militaire Suisse  
**Herausgeber:** Association de la Revue Militaire Suisse  
**Band:** 149 (2004)  
**Heft:** 1-2

**Artikel:** Les États-Unis, après le 11 septembre 2001 et la guerre en Irak : désaccord transatlantique : impressions d'un diplomate suisse à New York  
**Autor:** Lorétan, Raymond  
**DOI:** <https://doi.org/10.5169/seals-346344>

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

**Download PDF:** 11.01.2026

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

Les Etats-Unis, après le 11 septembre 2001 et la guerre en Irak

## Désaccord transatlantique: impressions d'un diplomate suisse à New York

Lors du Sommet du G8 d'Evian, si la bonne mine était de rigueur, les relations entre l'Amérique et une partie de l'Europe (la «Vieille Europe») ne sont pas au beau fixe. On m'a prié de présenter mes réflexions sur le désaccord transatlantique. Je le fais avec le point de vue d'un observateur qui siège à New York, entre notre ambassadeur à Washington, accrédité auprès du gouvernement américain, et notre mission auprès de l'ONU.

### ■ Ambassadeur Raymond Lorétan<sup>1</sup>

Je suis persuadé que les officiers suisses se doivent de réfléchir sur la situation mondiale. Ce n'est qu'ainsi que vous pouvez remplir votre mission et motiver votre troupe. J'ai pris part comme officier à de nombreux exercices AC, mais je ne me suis jamais imaginé qu'un jour, face à la menace terroriste avant le déclenchement de la guerre en Irak, je devrais faire distribuer des masques de protection à mes subordonnés du consulat. Ce que je veux dire par là, c'est que le monde change et que ces changements ne débouchent pas seulement sur des analyses ou des spéculations, mais bien sur des conséquences réelles.

Les différentes appréciations politiques de ce désaccord préoccupent une large part de l'opinion publique, en Europe et en Amérique. Des restaurants

de New York déversent de façon démonstrative des bouteilles de vin français dans le caniveau, des politiciens allemands comparent le président Bush à Hitler, Donald Rumsfeld parle d'une manière méprisante de la «Vieille Europe», certains de ses collègues de la mollissante «Vénus Europe», des Européens ripostent en boycottant des produits américains et, même en Suisse, des drapeaux américains sont brûlés sur la place de la Planta à Sion, pour protester contre la guerre en Irak! On a l'impression que les vagues de l'océan Atlantique atteignent des hauteurs insurmontables et que la mer s'est élargie.

C'est d'autant plus surprenant qu'historiquement l'Europe et l'Amérique sont très liées par une longue tradition d'échanges et que toutes deux nourrissent l'ambition de représenter le monde occidental. Les Etats-Unis ont été le pays de l'espoir pour de nombreux émigrants européens – suisses

aussi – et ils le sont encore. Un million d'Américains sont d'origine suisse et le musée situé sur l'île d'Ellis Island, à côté de la statue de la Liberté, montre des témoignages éloquentes de l'immigration helvétique. Les Etats-Unis ont apporté une aide déterminante à l'Europe lors de la Deuxième Guerre mondiale, tout d'abord militaire, puis économique avec le plan Marshall. Ce sont encore eux qui ont garanti la sécurité de notre continent pendant la guerre froide. Economiquement, ils sont le meilleur partenaire de nombreux pays européens, dont la Suisse.

Tout cela crée des liens, même si l'on ne partage pas les mêmes opinions, ce qui a déjà été le cas dans le passé: on assiste ici à la rencontre de diverses mentalités et de diverses cultures. Quand on vit aux Etats-Unis, on se rend compte de ces différences: les Américains ont d'autres priorités, voient le monde autrement et

<sup>1</sup> Il s'agit d'une version condensée de la conférence présentée par l'ambassadeur Raymond Lorétan, consul général de Suisse à New York, à la Société des officiers du Haut-Valais, le 14 juin 2003. Traduction en français par le lt-col Jean-Jacques Rapin que nous remercions chaleureusement.

abordent les problèmes d'une manière différente de la nôtre.

Alors que, jusqu'à maintenant, les différends, après confrontations, ont toujours abouti à des accords, le fossé paraît cette fois plus profond: les voix anti-américaines en Europe et la vision étriquée de notre continent par les Américains agitent de nombreuses couches des opinions publiques.

D'après une enquête de la *Weltwoche* du 6 février 2003, moins d'un tiers des Français et moins d'un quart des Allemands ont une image positive des Etats-Unis. En Suisse, la situation paraît à peine meilleure. Et la propagande des médias frappe fort! A quoi cela tient-il? Sans prétendre à une vision exhaustive, j'articulerai mes réflexions en cinq thèses, avant de tirer une conclusion concernant la Suisse.

**Thèse 1. De même que nous avons sous-estimé, il y a quelques années, la sensibilité de la communauté juive, nous Européens, nous sous-estimons les conséquences des attaques du 11 septembre sur l'amour-propre des Américains.**

Les attaques du 11 septembre ont traumatisé les Etats-Unis et ébranlé les fondements de leur société. Alors que, pour nous Européens, les attaques terroristes, aussi brutales et spectaculaires fussent-elles, n'ont pas empêché de retrouver, après quelque temps, l'ordre habituel des choses. Pour les Américains, les attentats du 11 septembre ont été une déclaration



*Quelques minutes après le attaques contre le World Trade Center.*

de guerre à leur représentation du monde, à leur vision de la société, à l'*American Way of Life*. Ils ont souvent été comparés à l'attaque-surprise de Pearl Harbour par les Japonais lors de la Deuxième Guerre mondiale. Mais en fait, ils ont produit un choc plus profond, parce que les terroristes ont touché les centres mêmes de la superpuissance américaine, cela sur son sol. L'effet de surprise en a été décuplé.

Avant le 11 septembre, il était impossible à un Américain d'imaginer une attaque sur son propre territoire. L'ancienne ambassadrice américaine auprès de l'ONU, Jeane Kirkpatrick, le relève dans un interview dans la *Weltwoche* N° 19/03: «Le 11 septembre a été une expérience traumatisante pour les Etats-Unis, qu'aucun pays européen n'a connue. Aucun pays n'éprouvait, comme les Américains avant cet événement, un

tel sentiment d'invulnérabilité, un sentiment qui était en fait l'état naturel des Américains. L'attaque du 11 septembre a modifié toute la représentation que nous avons de notre place dans le monde et nous a montré que nous aussi étions vulnérables.»

Un petit groupe de terroristes a su utiliser contre les points faibles d'une société de haute technicité des moyens réduits mais de la plus grande efficacité, cela contre un pays présent dans le monde entier avec ses armements hyper-sophistiqués, protégé contre toute menace militaire, contre un pays qui a gagné la guerre froide et qui est en train de perfectionner son système de défense anti-missiles.

Les Européens, touchés, ont tout d'abord réagi avec sympathie à l'égard de l'ami et partenaire blessé, mais ce courant n'a pas duré. Des voix discordantes se sont élevées – ici ap-

paraît la différence de mentalités – contre les «hyper-réactions» américaines, le déplacement de leur action de l'Afghanistan vers l'Irak. En Europe, on vivait depuis des années avec le danger terroriste, en Allemagne jadis avec la *Rote Armee*, en Espagne avec l'ETA basque, en Italie avec les Brigades rouges, en Angleterre et en Irlande avec l'IRA.

La seule superpuissance met aujourd'hui sa politique extérieure et sa politique de sécurité au service de ses propres intérêts. Que les Etats-Unis soient aujourd'hui une puissance mondiale ne fait aucun doute, mais la question est quelle sorte de puissance? Une puissance qui suscite l'admiration ou une puissance qui heurte et provoque des ressentiments? On pourrait retourner sa remarque à Donald Rumsfeld au sujet de l'Europe et lui demander: «*Old America*» ou «*New America*»?

## **Thèse 2. La première victime de la crise de l'Irak a été l'ONU. Elle paie le prix de l'impuissance des membres du Conseil de sécurité et de la communauté des Etats.**

La crise irakienne a fait plusieurs victimes, sans que Saddam Hussein ait tiré un seul coup: l'unité européenne, l'harmonie des partenaires transatlantiques, mais avant tout le fonctionnement du Conseil de sécurité. L'ONU a été conçue comme un forum que la communauté des Etats assiste dans la solution de conflits. Les décisions touchant à la manière de régler ces conflits, appartiennent, bien sûr, aux Etats. Le



*Malgré le 11 septembre 2001, les manifestations anti-américaines se multiplient dans le monde...*

Conseil de sécurité de l'ONU, avec ses cinq membres permanents et ses dix membres non permanents, est une sorte de plate-forme. Il doit faciliter la mise au point de compromis. Or les membres permanents – Etats-Unis, Grande-Bretagne, France, Russie et Chine – possèdent un droit de veto...

Après les attaques du 11 septembre, les Etats-Unis ont déclaré la guerre au terrorisme et, avec l'énergie d'une grande puissance, ouvert un champ d'opérations à l'échelle mondiale. Dans son Discours sur l'état de l'Union de janvier 2002, le président Bush a énuméré une série d'«Etats voyous» qui, d'après les informations américaines, soutiennent le terrorisme. Des actions militaires préventives contre de tels Etats sont prévues et, dès l'automne 2002, légitimées par la nouvelle doctrine de sécurité. Ainsi les Américains sont en mesure de défendre leurs intérêts sécuritaires par des enga-

gements militaires préventifs, ce qui a pour conséquence de favoriser la coalition internationale de ceux qui sont le mieux à même de servir leurs objectifs, comme l'a démontré le cas de l'Irak.

C'est un changement de paradigme de la politique de sécurité, la Communauté des Etats s'étant efforcée jusqu'ici d'obtenir du Conseil de sécurité la «bénédictio» sur les engagements de moyens militaires. D'où la réaction de pays européens, emmenés par la France, l'Allemagne et la Russie, qui ont mis en cause la légitimité des frappes préventives et ont déclaré l'usage de moyens militaires dépendant d'une décision du Conseil de sécurité. D'autres pays européens, comme la Grande-Bretagne, se sont rangés aux côtés des Etats-Unis. Le Conseil de sécurité se trouvait dans une impasse, et les Etats-Unis ont choisi alors la voie du procédé unilatéral.

Que signifie cette évolution pour l'ONU? Tout d'abord, que la prééminence des Etats-Unis doit être acceptée comme une réalité, comme le fait que, des cinq membres permanents du Conseil de sécurité, l'un a plus de puissance, donc plus de poids que les quatre autres. Mais la prise en compte de cette réalité ne signifie pas soumission à cette puissance.

L'acceptation d'une réalité politique n'est pas un plaidoyer pour la dégradation de l'ONU au rang d'un instrument de la politique extérieure des Etats-Unis. Dans le problème irakien, l'ONU a conservé son autorité morale. A moyen terme, il conviendra, par un dialogue raisonnable qui tiendra compte des rapports de force réels, de conduire les travaux de l'organisation mondiale en étroite collaboration avec cette superpuissance. Autant que possible, cette démarche isolée de l'Amérique doit inciter l'ONU à redéfinir le rôle qu'elle jouera, dans lequel figure son principe de non-immixtion dans les affaires intérieures d'un Etat. Le principe de l'ingérence humanitaire, tel que l'avait développé le ministre français Kouchner, pourrait faire école.

### **Thèse 3. La crise irakienne est un symptôme, mais n'est pas la cause de départ des tensions transatlantiques.**

Les divergences sur les actions engagées contre Saddam Hussein et son régime reflètent ce qui s'est passé ces dernières décennies entre l'Europe et les Etats-Unis: la crise de Suez des années 50, la guerre du Vietnam et l'anti-américanisme de la gé-

nération de 1968, les mouvements pacifistes contre le stationnement de troupes américaines équipées de fusées à moyenne portée sur sol européen. Pourtant, l'alliance stratégique entre l'Europe et les Etats-Unis n'a jamais été remise en question, car la menace potentielle d'un ennemi commun, l'Union soviétique, maintenait les liens des partenaires transatlantiques.

La fin de la guerre froide a modifié le paradigme. L'ennemi commun a disparu, seuls les Etats-Unis sont devenus une superpuissance. Le Partenariat atlantique a perdu de sa signification, au moment où l'Union européenne, en croissant et en s'élargissant, devenait un réel concurrent pour l'Amérique. Depuis 1989, l'Europe et les Etats-Unis ne suivent plus la même politique de sécurité.

Les attentats du 11 septembre et les violentes réactions américaines – considérées en Europe comme hégémoniques – ont renforcé ces courants divergents. Pour beaucoup d'Européens, la démarche néo-conservatrice du gouvernement Bush apparaît comme celle d'une grande puissance qui, avec ou sans l'accord de la communauté internationale, défend ses intérêts sécuritaires.

Jeane Kirkpatrick, dans son interview à la *Weltwoche*, définit clairement l'attitude actuelle du gouvernement américain: «Dans l'OTAN, les nouveaux membres d'Europe centrale et orientale joueront un rôle important, un rôle que peut-être la France et l'Allemagne ne joueront plus. Peut-être ne le veulent-elles plus? Mais qui a vrai-

ment besoin d'elles?» Sans nul doute, il s'agit d'un recul par rapport au temps des vastes entreprises communes lancées par les Etats-Unis et l'Europe à la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Il est permis de se demander si nous n'entrons pas dans une nouvelle époque, une *New American Century*?

La confrontation transatlantique à propos de l'Irak est une conséquence directe des différences de conceptions. En Europe et aux Etats-Unis, concernant le futur ordre mondial. Les justifications successives de la guerre par Washington n'aident en rien à la compréhension réciproque.

L'assertion selon laquelle la sécurité des Etats-Unis est menacée par l'Irak n'est pas crédible. Une telle constatation, peu rassurante, laisse la place à toutes sortes de spéculations sur les intérêts politiques et économiques américains, de même que sur la polarité – unique ou multiple – du futur ordre mondial.

### **Thèse 4. Une Europe unie est la condition préalable à une réanimation des relations transatlantiques.**

A long terme, l'Europe ne peut être un partenaire valable pour les Américains que si elle est unie. Economiquement, elle en prend le pas. Après le Traité de Maastricht, avec l'introduction de l'euro, l'élargissement géographique vers l'Europe centrale et orientale, l'amélioration de ses institutions, elle est en passe de devenir le plus grand espace économique du monde. Mais politiquement, elle demeure un «poids plume». La crise

de l'Irak a ralenti ses efforts tendant à une politique extérieure et de sécurité commune, mais elle a peut-être aussi présenté une opportunité d'accélérer son processus d'union ?

Avec la fin de la guerre froide, l'Alliance transatlantique a perdu beaucoup de sa raison d'être. Une Europe politiquement unie pourrait réanimer les relations transatlantiques. Les valeurs pour lesquelles Européens et Américains s'engagent – la paix, la sécurité et la démocratie – sont finalement les mêmes. Mais il faut de ce côté de l'Atlantique un partenaire valable et celui-ci ne peut être qu'une Union européenne organisée et militairement forte. Car le fossé entre les moyens militaires des Américains et ceux des Européens alourdisent, non seulement le travail commun de défense, mais aussi la prise en charge globale des missions sécuritaires. Dans ce cas, seuls des partenaires de valeur équivalente peuvent valablement discuter des problèmes de sécurité internationale.

### **Thèse 5. L'Europe et les Etats-Unis dépendent l'un de l'autre.**

Certains, des deux côtés de l'Atlantique, veulent faire croire que le partenariat transatlantique n'est pas si urgent. C'est oublier tout un passé et une communauté d'intérêts, qui reposent sur des valeurs communes. Or cette communauté d'intérêts doit se transformer en une communauté d'actions si l'on veut maîtriser les défis : la montée de la Chine comme deuxième superpuissance, le



*L'attentat du 11 septembre vu par un satellite.*

fondamentalisme islamiste, la bombe à retardement que représente le continent oublié d'Afrique.

Plus les relations transatlantiques sont fragiles et plus elles sont nécessaires. Les grands problèmes géopolitiques ne peuvent être résolus par une seule puissance, aussi forte soit-elle. On le constate dans l'après-guerre en Irak et autant en Afghanistan. La superpuissance est capable de succès militaires faciles, mais il lui est beaucoup plus difficile de construire un nouvel ordre. Une alliance stratégique avec une Europe politiquement unie serait de la plus grande utilité in-

térieure et financière pour les Etats-Unis.

Une présence américaine de longue durée pour le maintien de la sécurité dans ces pays est impossible pour le gouvernement Bush. Il en va de même pour le conflit de Palestine. Washington doit compter avec son influente communauté juive et l'appui européen lui serait fort utile pour exercer la pression nécessaire sur les parties en présence, afin de marquer quelques progrès dans le processus de paix, d'autant plus nécessaires que les humiliations subies par les Palestiniens peuvent expliquer, à leurs yeux, les actions terroristes arabes.

La lutte contre le terrorisme est un domaine où la collaboration porte aujourd'hui ses fruits. Le terrorisme ne peut être vaincu par les Américains seuls. Ils ont besoin de partenaires. Ici, l'Europe est un allié logique et naturel.

## Conséquences pour la Suisse

Comme petit Etat membre de l'ONU, la Suisse a intérêt à ce que le droit des gens et celui des Nations unies soit préservée. Face à l'absence de résolution du Conseil de sécurité dans le cas de la guerre contre le régime de Saddam Hussein, le Conseil fédéral a logiquement décidé une position neutre. Tant que notre pays n'appartient pas à l'Union européenne, sa neutralité reste actuelle et justifiée, alors que cette attitude n'est guère prise à Washington. Pour rester crédible, notre neutralité doit être accompagnée d'initiatives positives dans des domaines où la compétence de la Suisse est reconnue, notamment celui du droit des gens et de l'aide au développement.

Une réflexion est nécessaire sur la répartition des forces réelles, dans le cadre des conditions actuelles de l'ONU. Le Conseil de sécurité reflète les réalités de 1945; en 2003, ces réalités sont autres: les Etats-Unis sont devenus l'unique superpuissance. Ce fait doit être

pris en compte. L'*International Institut for Strategie Studies* parlait récemment de *Managed Unipolarity*. C'est un défi que tous les Etats membres de l'ONU doivent affronter avec discernement. C'est un défi tout particulier pour la Suisse, partenaire de longue date des Etats-Unis.

L'Union européenne joue un rôle-clé dans la création d'un ordre mondial qui tiendra compte des forces réelles en présence. Les Etats membres de l'Union européenne peuvent s'unir politiquement, de sorte que l'Union soit un contre-poids et un partenaire valable pour les Américains, ou rester divisés et conduire l'Union à l'insignifiance politique. La Suisse, non membre, ne joue aucun rôle dans ce processus mais, comme pays européen et partenaire important de l'Union, elle a sans doute intérêt à ce que l'Europe ait sa voix dans le monde. A long terme, à cause de ce partenariat, l'adhésion à l'Union doit être sans doute son but stratégique.

Les Etats-Unis sont importants pour la Suisse, car nous sommes des partenaires commerciaux étroitement liés. Politiquement, nous partageons des valeurs comme la démocratie et le fédéralisme, de telle sorte que l'on nous a appelés *Sister Republics*. Mais nous ne devons nous faire aucune illusion concernant la signification de notre

pays pour les Américains: nous sommes un petit Etat, les Etats-Unis une superpuissance. Il est donc avant tout dans notre intérêt de développer nos relations traditionnelles: c'est le seul moyen pour que nos besoins trouvent outre-Atlantique une oreille attentive. Les pré-alables semblent bons. Dans la lutte contre le financement du terrorisme et contre le terrorisme biologique, la Suisse a développé une communauté de travail exemplaire avec les Etats-Unis. Et le succès le plus important réside peut-être dans le dialogue constructif que nous pouvons avoir sur nos différences de conceptions.

Au cœur d'une Europe pas encore unie, face à la seule superpuissance du monde, la Suisse neutre peut jouer, modestement, un rôle de pont avec les valeurs et la capacité créative qu'elle est en mesure d'offrir. Pour que ses initiatives soient crédibles, elle doit prouver qu'elle est prête à payer sa part pour l'établissement de la paix et de la sécurité dans le monde. La réforme «Armée XXI» va clairement dans cette direction. Finalement, ce sera l'attitude de chacun de nous qui défendons les intérêts de la Suisse – politiquement, diplomatiquement, économiquement ou militairement – qui assurera le succès. Et là, officiers suisses, vous êtes directement concernés!

**R. L. (14.6.2003)**